

Le vaccin est une protection,

LE CAPITALISME UNE AGRESSION !

La date couperet pour l'obligation vaccinale, fixée par le gouvernement au 15 septembre tout particulièrement pour le personnel hospitalier, sous peine de perdre son emploi ou d'être acculé à un congé forcé sans salaire, a encore dégradé les conditions de travail et de soins dans les hôpitaux. Véran, ministre de la Santé, a annoncé 3 000 suspensions de soignants non vaccinés, relativisant l'impact de la mesure, sur plus de 2,7 millions de salariés concernés. Mais ce chiffre pourrait être largement sous-estimé, et le sous-effectif est tel, dans bien des établissements de santé, que l'absence de quelques collègues suffit à mettre dans une situation plus que critique.

Le gouvernement fanfaronne... pendant que les soignants craquent

Le gouvernement met à son actif le fait que le seuil des 50 millions de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin a été atteint la semaine dernière. Mais cette autosatisfaction ne saurait cacher que sa gestion de la pandémie a été de bout en bout criminelle. Le « quoi qu'il en coûte » avait pour unique préoccupation, non de sauver des vies, mais de préserver les profits des entreprises.

Pas de « quoi qu'il en coûte » en revanche pour embaucher dans les hôpitaux et investir dans les équipements nécessaires. Depuis un an et demi, les soignants ont tout vécu : pas de masques, pas de surblouses, pas de respirateurs en nombre suffisant, un manque de bouteilles d'oxygène et de lits de réanimation, des soignants obligés par leur hiérarchie à venir travailler alors qu'ils avaient été testés positifs au Covid... Et on en passe.

Aux heures les plus graves de l'épidémie, la grande misère des hôpitaux publics a été révélée au grand jour. Que le personnel a tenté désespérément de compenser par des efforts surhumains qui leur ont valu les applaudissements du public, mais pas le moindre geste concret du gouvernement. C'est cette

même situation scandaleuse dont témoignent les soignants appelés en renfort aux Antilles : pas assez de masques, de gants, de désinfectant... L'ARS a même demandé à certains d'emporter leur matériel !

La violence du chantage à l'emploi

Après un an et demi de crise sanitaire, rien n'a donc changé dans la situation des hôpitaux. Avec les suspensions des employés non vaccinés, les démissions et les arrêts maladie pour cause de burn-out, c'est même de pire en pire. Celles et ceux qui restent sont transbahutés de service en service pour combler le manque de personnel. Ils deviennent des agents polyvalents, dont on modifie sans cesse les plannings, auxquels on refuse les congés.

Face à cette catastrophe depuis longtemps annoncée, le gouvernement ne répond que par la violence du chantage à l'emploi. D'autant plus scandaleuse qu'avec plus de 90 % de vaccinés parmi le personnel de santé, on ne peut pas dire que l'hôpital soit particulièrement en danger. Mais l'occasion est trop belle, pour ces défenseurs forcenés du capitalisme, de taper encore sur les travailleurs et d'inventer de nouvelles mesures de rétorsion. Et voilà que Véran promet encore des contrôles systématiques pour les arrêts des soignants, considérés comme suspects depuis l'entrée en vigueur de l'obligation vaccinale ! Cette violence, c'est celle dont le gouvernement fait preuve vis-à-vis de l'ensemble des salariés.

En guerre contre le monde du travail

Ce n'est pas au virus que le gouvernement a déclaré la guerre, mais bien aux salariés. Il suspend le salaire des non-vaccinés, programme la baisse des allocations chômage au 1^{er} octobre prochain, prépare une nouvelle réforme des retraites avec le report de l'âge de départ à 64 ans... La coupe est pleine. Il va falloir riposter, cela devient vital pour les salariés des hôpitaux, mais aussi pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs !

L'appel à la mobilisation du 5 octobre prochain est une occasion de montrer notre colère par la grève et les manifestations. Il faut que ce gouvernement comprenne que ses attaques et son mépris ne resteront pas sans réponse.

20^e-11^e : ensemble contre les réorg

Après la réorg du 11^e, la direction prévoit de s'attaquer aux collègues du 20^e au printemps 2022, en instaurant notamment la mixte généralisée.

Avec le même mépris que pour le plateau 11, elle cherche d'hypothétiques îlots autour du bureau. Mais ce qui l'intéresse, ce sont les suppressions d'emplois, de nos jours de repos. Les quartiers à rallonge, eux, ne seront pas qu'une hypothèse... à moins que nous la fassions reculer tous ensemble.

Préparons nous à leur dire non

À la prépa du plateau 11, des postes de travail sont menacés : la direction a l'intention de nous remettre une surcouche de travail trois mois après la réorg. Mais nous travaillons déjà dans des conditions bordéliques et inacceptables !

Nous ne sommes pas des pions et n'accepterons pas de voir encore des collègues perdre leur poste de travail.

Même pas le salaire minimum

Le gouvernement a décidé d'une hausse de 2,2 % du Smic. Ce n'est déjà pas beaucoup avec une inflation officielle à 1,9 %, et bien au-dessus pour les produits de base.

Mais La Poste ne daigne même pas augmenter les salaires d'embauche qui se retrouveront sous le Smic ! Elle estime que les quelques primes suffisent à atteindre le minimum.

Pourtant, ce sont nos salaires à tous qui doivent être remontés. La grève et la manifestation prévues le 5 octobre seront l'occasion de l'exiger de la direction.

Belleville et bobards

Après s'être vu imposer la mixte sans îlot, le secteur Belleville du plateau 11 fait des allers-retours entre le 11^e et le 20^e. Mais depuis quelques semaines, les belles promesses sur la dépose et la récupération des collègues ont vécu.

Tous les matins, c'est le bazar pour avoir un chauffeur, à l'aller comme au retour. Ce n'est pas à nous de subir la désorganisation de la direction. Et surtout de son refus d'embaucher !

Des îlots submergés

Il y a des jours aux îlots où le boulot et l'environnement (caddies partout, structures d'IP sur le passage, etc.) ressemblent plus à Koh Lanta qu'au petit paradis promis par la direction.

Les promesses bidon de la direction, cela fait longtemps qu'on ne compte pas dessus.

Versez à la collecte

Même si le bulletin *L'Étincelle* paraît « quoi qu'il en coûte », il vit surtout grâce au soutien des travailleurs qui l'apprécient et le soutiennent.

Alors n'hésite pas à verser au drapeau rouge mercredi matin et midi devant la porte du bureau !

Un chat mouillé n'en sèche pas un autre

Adrexo s'est fait taper sur les doigts après le couac des plis électoraux non distribués au printemps et sera forcé de rembourser 25 % du contrat à l'État.

À La Poste, la distribution ne s'est pas beaucoup mieux passée, mais le PDG, Philippe Wahl, droit dans ses bottes, affirme que La Poste peut assurer l'intégral la prochaine fois.

Il va jusqu'à raconter qu'il a dû faire un « effort » sur le prix à cause de la concurrence. Mais nous n'avons pas vu la couleur des dizaines de millions d'euros que La Poste a empochés. Car l'effort n'a encore une fois pas porté sur les salaires ni sur les embauches nécessaires.

Les grévistes de Transdev montrent la voie !

Depuis deux semaines, la grève est massivement suivie sur plusieurs dépôts de bus Transdev en région parisienne. Les grévistes se battent contre la dégradation brutale de leurs conditions de travail que cherche à leur imposer Transdev en prenant prétexte de l'ouverture à la concurrence : des journées de neuf heures sont maintenant payées sept, les cadences sont telles que les conducteurs ne peuvent même plus aller aux toilettes, des primes ont disparu d'un coup.

Le combat des grévistes de Transdev est la réponse à une offensive patronale qui touche déjà, ou va bientôt toucher, tous les travailleurs du secteur des transports. Les patrons voudraient opposer les uns aux autres en fonction du dépôt ou de l'entreprise. Mais là ils sont tombés sur une grève déterminée.

États-Unis : des fouets contre les migrants

Des migrants haïtiens coursés à cheval par des gardes-frontières, frappés avec les rênes et tirés par leur t-shirt, c'est ce que montrent des photos prises au Texas où des milliers de migrants s'entassaient sous un pont, fuyant la misère qui règne en Haïti.

« C'est horrible à regarder », a reconnu, hypocritement, la porte-parole de la Maison-Blanche. Mais c'est l'ensemble de la politique concernant les migrants qui est « horrible », et pas seulement à regarder. Les exactions et les « bavures » n'en sont que la conséquence inévitable.

Liberté de déplacement et d'installation pour tous, partout dans le monde !

